GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1875 — ROMA — SABATO 16 OTTOBRE — NUM. 242

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA . . . . . . L.	11	21	40
	Per tutto il Regno „	13	25	48
Giornale senza Rendiconti	ROMA . . . . . . L.	9	17	32
	Per tutto il Regno „	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 15; per tutto il Regno cent. 20. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari, cent. 25; ogni altro avviso cent. 30, per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia EREDI BOTTA: in Roma, via dei Lucchesi, n° 4; in Torino, via delle Orfane, n° [illegible] — Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Ufizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, Ministero dell'Interno.

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

*Il Num. **2707** (Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla Convenzione conchiusa fra l'Italia e la Russia pel regolamento delle successioni lasciate dai nazionali di uno dei due Paesi nel territorio dell'altro, firmata a Pietroburgo il 28[16 aprile 1875, e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 13[1 agosto 1875.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 19 settembre 1875.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione essendo stata conchiusa tra l'Italia e la Russia all'oggetto di determinare i diritti dei nazionali rispettivi e le attribuzioni giudiziarie e consolari dell'uno e dell'altro paese in ciò che riguarda le successioni lasciate in uno dei due Stati dai nazionali dell'altro Stato, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Pietroburgo addì ventotto aprile del corrente anno milleottocentosettantacinque;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majestè le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, désirant déterminer les droits des nationaux respectifs et les attributions des autorités judiciaires et consulaires de l'un et de l'autre pays en ce qui concerne les successions laissées, dans l'un des deux Etats, par les nationaux de l'autre Etat, ont résolu, d'un commun accord, de conclure, dans ce but, une Convention spéciale, et ont nommé, a cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le comte Raphaël Ulisse Barbolani, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Grand Officier de l'Ordre des Sts-Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre de la Couronne d'Italie, Chevalier de l'Ordre de St-Stanislas de la 1ère Classe, etc., etc., et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

Le Prince Alexandre Gortchacow, Son Chancelier de l'Empire, Membre du Conseil de l'Empire, ayant le portrait de Sa Majesté l'Empereur enrichi de diamants, Chevalier des Ordres Russes: de St-André en diamants, de St-Waldimir de la 1ère Classe, de St-Alexandre Newski, de l'Aigle Blanc, de Ste-Anne de la 1ère Classe et de St-Stanislas de la 1ère Classe; de l'Ordre de l'Annonciade, de la Toison d'Or d'Espagne, Grand' Croix de la Légion d'Honneur de France, de St-Etienne d'Autriche, de l'Aigle Noir de Prusse en diamants, et de plusieurs autres Ordres étrangers,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. En cas de décès d'un italien en Russie ou d'un russe en Italie, soit qu'il fût établi dans le pays, soit qu'il y fût simplement de passage, les autorités compétentes du lieu du décès sont tenues de prendre, à l'égard des biens mobiliers du défunt, les mêmes mesures conservatoires, que celles qui, d'après la législation du pays, doivent être prises à l'égard des successions des nationaux, sous réserve des dispositions stipulées par les articles suivants.

Art. 2. Si le décès a eu lieu dans une localité où réside un consul général, consul ou vice-consul de la nation du défunt, ou bien à proximité de cette localité, les autorités locales devront en donner immédiatement avis à l'autorité consulaire, pour qu'il puisse être procédé, en commun, à l'apposition des scellés respectifs sur tous les effets, meubles et papiers du défunt.

L'autorité consulaire devra donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'elle aura été informée du décès la première.

Si l'apposition immédiate des scellés paraîssait nécessaire, et que cette opération ne pût, pour un motif quelconque, avoir lieu en commun, l'autorité locale aura la faculté de mettre les scellés

préalablement, sans le concours de l'autorité consulaire, et vicé-versa, sauf à informer l'autorité qui ne sera pas intervenue, et qui sera libre de croiser ensuite son sceau avec celui déjà apposé.

Le consul général, consul ou vice-consul aura la faculté de procéder à cette opération, soit en personne, soit par un délégué, dont il aura fait choix. Dans ce dernier cas, le délégué devra être muni d'un document émanant de l'autorité consulaire, revêtu du sceau du consulat et constatant son caractère officiel.

Les scellés apposés ne pourront être levés sans le concours de l'autorité locale et de l'autorité consulaire ou de son délégué.

Il sera procédé de la même manière à la formation de l'inventaire de tous les biens mobiliers ou immobiliers, effets et valeurs du défunt.

Toutefois, si, après un avertissement adressé par l'autorité locale à l'autorité consulaire, ou, vicé-versa, par l'autorité consulaire à l'autorité locale, pour l'inviter à assister à la levée des scellés simples ou doubles et à la formation de l'inventaire, l'autorité à qui l'invitation a été adressée ne s'était pas présentée dans un délai de 48 heures à compter de la réception de l'avis, l'autre autorité pourrait procéder seule aux dites opérations.

Art. 3. Les autorités compétentes feront les publications prescrites par la législation du pays relativement à l'ouverture de la succession et à la convocation des héritiers ou créanciers, sans préjudice des publications que pourront également être faites par l'autorité consulaire.

Art. 4. Lorsque l'inventaire aura été dressé conformément aux dispositions de l'article 2, l'autorité compétente délivrera à l'autorité consulaire, sur sa demande écrite et d'après cet inventaire, tous les biens meubles dont se compose la succession, les titres, valeurs, créances, papiers, ainsi que le testament, s'il en existe.

L'autorité consulaire pourra faire vendre aux enchères publiques tous les objets mobiliers de la succession susceptibles de se déteriorer, et tous ceux dont la conservation en nature entraînerait des frais onéreux pour la succession. Elle sera tenue, toutefois, de s'adresser à l'autorité locale, afin que la vente soit faite dans les formes prescrites par les lois du pays.

Art. 5. L'autorité consulaire devra conserver à titre de dépôt, demeurant soumis à la législation du pays, les effets et valeurs inventariés, le montant des créances que l'on réalisera et des revenus que l'on touchera ainsi que le produit de la vente des meubles, si elle a eu lieu, jusqu'à l'expiration du terme de six mois à compter du jour de la dernière des publications, faites par l'autorité locale, relativement à l'ouverture de la succession, ou du terme de 8 mois à compter du jour du décès, s'il n'a pas été fait de publication par l'autorité locale.

Toutefois l'autorité consulaire aura la faculté de prélever immédiatement, sur le produit de la succession, les frais de dernière maladie et d'enterrement du défunt, les gages de domestiques, loyers, frais de justice et de consulat et autres de même nature, ainsi que les dépenses d'entretien de la famille du défunt, s'il y a lieu.

Art. 6. Sous la réserve des dispositions de l'article précédent, le consul aura le droit de prendre, à l'égard de la succession mobilière ou immobilière du défunt, toutes les mesures conservatoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt des héritiers. Il pourra l'administrer, soit personnellement, soit par des délégués choisis par lui et agissant en son nom et il aura le droit de se faire remettre toutes les valeurs appartenant au défunt qui pourraient se trouver déposées, soit dans les caisses publiques, soit chez des particuliers.

Art. 7. Si, pendant le délai mentionné à l'article 5, il s'élève quelque contestation à l'égard des reclamations, qui pourraient se produire contre la partie mobilière de la succession de la part de sujets du pays ou de sujets d'une tierce puissance, la décision concernant ces réclamations, en tant qu'elles ne reposent pas sur le titre d'hérédité ou de legs, appartiendra exclusivement aux tribunaux du pays.

En cas d'insuffisance des valeurs de la succession pour satisfaire au paiement intégral des créances, tous les documents, effets ou valeurs appartenant à cette succession devront, sur la demande des créanciers, être remis à l'autorité locale compétente, l'autorité consulaire restant chargée de représenter les intérêts de ses nationaux.

Art. 8. A l'expiration du terme fixé par l'article 5, s'il n'existe aucune réclamation, l'autorité consulaire, après avoir acquitté, d'après les tarifs en vigueur dans le pays, tous les frais et comptes à la charge de la succession, entrera définitivement en possession de la partie mobilière de la dite succession, qu'elle liquidera et transmettra aux ayants droit, sans avoir d'autre compte à rendre qu'à son propre Gouvernement.

Art. 9. Dans toutes les questions auxquelles pourront donner lieu l'ouverture, l'administration et la liquidation des successions des nationaux d'un des deux pays dans l'autre, les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs représenteront de plein droit les héritiers et seront officiellement reconnus come leurs fondés de pouvoirs, sans qu'ils soient tenus de justifier de leur mandat par un titre spécial.

Ils pourront, en conséquence, se présenter soit en personne, soit par des délégués, choisis parmi les personnes qui y sont autorisées par la législation du pays, par devant les autorités compétentes, pour y prendre, dans toute affaire se rapportant à la succession ouverte, les intérêts des héritiers, en poursuivant leurs droits ou en répondant aux demandes formées contre eux.

Il est toutefois bien entendu que les consuls généraux, consuls et vice-consuls, étant considérés comme fondés de pouvoirs de leurs nationaux ne pourront jamais être personnellement mis en cause relativement à toute affaire concernant la succession.

Art. 10. La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation, concernant les successions immobilières, appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives au partage des successions mobilières, ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers, laissés dans l'un des deux pays par des sujets de l'autre pays, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'Etat auquel appartenait le défunt et conformement aux lois de cet Etat, à moins qu'un sujet du pays où la succession est ouverte n'ait des droits à faire valoir à la dite succession.

Dans ce dernier cas, et si la réclamation est présentée avant l'expiration du délai fixé par l'article 5, l'examen de cette réclamation sera déféré aux tribunaux ou autorités compétentes du pays, où la succession est ouverte, qui statueront, conformément à la législation de ce pays, sur la validité des prétentions du réclamant et, s'il y a lieu, sur la quote part qui doit lui être attribuée.

Lorsqu'il aura été désintéressé de cette quote part, le reliquat de la succession sera remis à l'autorité consulaire, qui en disposera à l'égard des autres héritiers conformément aux stipulations de l'article 8.

Art. 11. Lorsqu'un italien en Russie ou un russe en Italie sera décédé sur un point, où il ne se trouve pas d'autorité consulaire de sa nation, l'autorité locale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'apposition des scellés et à l'inventaire de la succession. Des copies authentiques de ces actes seront transmises dans le plus bref délai, avec l'acte de décès et le passeport national du défunt, à l'autorité consulaire la plus voisine du lieu où se sera ouverte la succession, ou, par l'inter-

médiaire du Ministère des Affaires Etrangères, au représentant diplomatique de la nation du défunt.

L'autorité locale compétente prendra, à l'égard des biens laissés par le défunt, toutes les mesures prescrites par la législation du pays, et le produit de la succession sera transmis dans le plus bref délai possible, après l'expiration du délai fixé par l'article 5, aux dits agents diplomatiques ou consulaires.

Il est bien entendu, que dès l'instant que la Légation de la nation du défunt, ou l'autorité consulaire la plus voisine, aura envoyé un délégué sur les lieux, l'autorité locale, qui serait intervenue, devra se conformer aux prescriptions contenues dans les articles précédents.

Art 12. Les dispositions de la présente Convention s'appliqueront également à la succession d'un sujet de l'un des deux Etats qui, étant décédé hors du territoire de l'autre Etat, y aurait laissé des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 13. Les gages et effets ayant appartenu aux matelots ou passagers de l'un des deux pays, morts dans l'autre pays, soit à bord d'un navire, soit sur terre, seront remis entre les mains du consul de leur nation.

Art. 14. La présente Convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée. Les ratifications en seront échangées a St-Pétersbourg, le plus tôt que faire se pourra, et la Convention sera exécutoire à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à St-Pétersbourg, le *vingt huit/seize* avril de l'an de grâce mil huit cent soixante-quinze.

(L. S.) BARBOLANI. (L. S.) GORTCHACOW.

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Torino, addì 17 del mese di luglio, l'anno del Signore 1875, vigesimo settimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI-VENOSTA.

Il N. **2716** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduti i ricorsi dei comuni di Tivoli, Palombara, Montecelio, Monteflavio, Moricone, Nerola, Montorio, Montelibretti, Frascati, Marino, Castel Gandolfo, Ariccia, Albano e Zagarolo contro la deliberazione 28 maggio 1874 del Consiglio provinciale di Roma, con cui venne respinta la domanda avanzata da detti comuni per ottenere che fosse classificata fra le provinciali la strada Maremmana, colle altre due Pedemontagna e Gregoriana, che ne formano la continuazione e costituiscono una sola linea, la quale, dipartendosi dalla Casa Palmieri sulla provinciale Quinzia, mette alla stazione ferroviaria della Cecchina, dove si dirama l'altra provinciale Nettunese;

Veduta l'impugnata deliberazione, nonchè quella 1° marzo 1875 emessa dallo stesso Consiglio provinciale sui prodotti reclami;

Veduti i nostri decreti 19 gennaio e 17 agosto 1873, riguardanti la classificazione delle strade provinciali per la provincia di Roma;

Veduto il parere 19 giugno 1875 del Consiglio Superiore dei Lavori Pubblici;

Veduti gli articoli 13 e 14 della legge 20 marzo 1865, numero 2248, allegato *F*;

Considerando,

Che le strade Maremmana, Pedemontagna e Gregoriana, congiungendosi da una parte colla provinciale Quinzia e dall'altra con quella Nettunese, formano una linea stradale che attraversa il circondario di Roma dal confine colla provincia dell'Umbria fino a Porto d'Anzio;

Che il tratto stradale in controversia, partendo dalla Casa Palmieri, mette capo alla stazione della ferrovia di Albano, tocca la stazione di Frascati, attraversa diverse strade provinciali ed ha molta importanza per le relazioni industriali, commerciali ed agricole di una parte notevole della provincia di Roma, per cui possiede tutte le condizioni per essere annoverata tra le strade provinciali, a senso dell'art. 13, lettera *D*, della legge sui lavori pubblici:

Udito l'avviso del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato pei Lavori Pubblici,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Sono accolti i reclami presentati dai comuni sopracitati e conseguentemente viene aggiunta all'elenco delle strade provinciali di Roma quella detta Maremmana, nonchè le altre denominate Pedemontagna e Gregoriana, che ne formano la continuazione sino alla stazione ferroviaria di Albano, detta della Cecchina.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 3 ottobre 1875.

VITTORIO EMANUELE.

S. SPAVENTA.

Il Num. **2717** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Considerato che per ottenere lo sviluppo dell'industria mineraria nelle provincie dell'ex-Regno delle Due Sicilie sia conveniente lo stabilire delle norme che, senza scostarsi da quelle fondamentali della legge mineraria delli 17 ottobre 1826, tuttora ivi vigente, valgano a regolare la sua applicazione;

Sentito il parere del Consiglio delle miniere e quello del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. È approvato il regolamento che stabilisce le norme per l'esecuzione della legge mineraria 17 ottobre 1826 nelle provincie napoletane e siciliane, annesso al presente decreto e visto d'ordine Nostro dal Ministro anzidetto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 3 ottobre 1875.

VITTORIO EMANUELE.

G. FINALI.

Regolamento *col quale sono stabilite alcune norme per l'esecuzione della legge mineraria 17 ottobre 1826 nelle provincie napoletane e siciliane.*

Art. 1. Ogni domanda che si promuova a senso dell'articolo 2 della legge mineraria 17 ottobre 1826 per escavare miniere tanto metalliche che semimetalliche, del pari che di carbon fossile, bitumi, allume e solfati a base metallica, escluse le miniere di zolfo e gesso, non che le cave di pietre, marmi, graniti, arene, crete, argille, pozzolane e lapilli, comprenderà i terreni nei quali si rinvenne la giacitura del minerale, non che quegli altri che per considerazioni tecniche siano necessari alla coltivazione della miniera, e dovrà contenere:

a) Il nome, cognome e domicilio del richiedente: il domicilio si dovrà eleggere nel circondario in cui trovasi la miniera;

b) I minerali che sono oggetto dello scavo;

c) La designazione dell'area domandata, mediante un piano, in scala non minore di 1 : 4000 ed in tre esemplari, descrittivo di ciascuno dei terreni che si reputa necessario di comprendere nel campo di concessione, indicandone i confini, la natura, la quantità, ed il nome e cognome dei proprietari inscritti nei ruoli dell'imposta fondiaria;

d) L'attestato di un ingegnere, giurato davanti il pretore, dal quale risultino i segni patenti che, secondo i principii di mineralogia, indichino la esistenza di una miniera delle sostanze espresse nell'art. 1 della legge, e risulti altresì se e quali lavori minerari esistano nell'area richiesta;

e) La dimostrazione di aver la facoltà ed i mezzi sufficienti per intraprendere e condurre i lavori di scavo, come pure di poter adempiere tutte le condizioni prescritte dalla legge, e massime quelle relative alle indennità da corrispondersi ai proprietari del terreno in cui si vuole operare e dei terreni contigui a termini degli articoli 2 ed 8 della legge medesima.

Art. 2. La domanda è dal richiedente presentata al prefetto della provincia in cui trovasi la miniera che si vuole escavare.

Art. 3. Il prefetto ordina la notificazione della dimanda ai proprietari dei terreni compresi nell'area di cui si tratta, e prefigge a ciascun proprietario, che non curi lo scavo della miniera nè per sè, nè per mezzo di altri, un termine di sei mesi per intraprenderlo, con diffidamento che, questo termine elasso senza che lo scavo siasi adempito, il Governo addiverrà alla concessione della miniera, conformemente alla detta legge.

Art. 4. Scaduto il termine prefisso, il richiedente potrà fare istanza al prefetto, perchè sia ordinata, a sue spese, una visita dell'ingegnere delle miniere in contraddittorio di tutte le parti interessate, affinchè esso ingegnere faccia constare, mediante processo verbale, dello stato dei lavori se ve ne siano, ed affinchè proceda alla verifica del piano presentato e alla delimitazione provvisoria del terreno compreso nella domanda.

Art. 5. L'ingegnere delle miniere darà il suo parere sul merito della domanda e sul grado di operosità da lui verificata nella ricognizione dei lavori. E, nel caso in cui esso opini che abbia luogo la concessione, proporrà il compenso dovuto al proprietario, ai termini dell'art. 2 della legge, non meno che la durata della concessione.

Art. 6. Il prefetto, quando reputi di non poter accogliere la domanda, la respingerà con decreto motivato. In caso diverso, ordinerà la pubblicazione, nel capoluogo della provincia, in quello del circondario e nel comune in cui esiste la miniera, di manifesti mediante i quali gli aventi diritto ed interesse sieno diffidati a prendere cognizione della domanda di concessione, del verbale di visita, del rapporto dell'ingegnere nel quale è determinato il compenso al proprietario, e di tutti gli atti relativi, i quali resteranno, a tale uopo, depositati per un mese negli uffici della prefettura, e li avvertirà che, nello stesso termine, potranno presentare le loro opposizioni.

Art. 7. Trascorso il termine di cui al precedente articolo, l'ingegnere delle miniere darà nuovamente il suo parere tanto sulla domanda, quanto sulle opposizioni, se ve ne siano, e proporrà le condizioni da stabilirsi nel decreto di concessione.

Art. 8. Il prefetto trasmetterà quindi l'istanza cogli atti relativi e col suo parere motivato al Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio, il quale, se ne sia il caso, provvederà, mediante decreto Reale, sentito il Consiglio delle miniere ed il Consiglio di Stato.

Art. 9. Il decreto Reale di concessione esprimerà la natura e situazione della miniera, la durata della concessione e tutte le condizioni cui dovrà soddisfare il concessionario, fissando il termine entro il quale la somma determinata giusta l'art. 5 dovrà essere soddisfatta in caso di accettazione, o depositata in caso contrario nella Cassa dei depositi e prestiti dello Stato, e fissando egualmente la somma che questi deve a titolo di cauzione prestare a garanzia di tutti gli altri suoi obblighi.

Visto d'ordine di S. M.

Il Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio

G. FINALI.

Relazione a S. M. *fatta dal Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro delle Finanze, in udienza del 3 ottobre* 1875:

SIRE,

L'entrata per tassa sulla macinazione dei cereali che nel bilancio pel 1874 era stata prevista in cira 68 milioni, fu nel bilancio definitivo di previsione pel 1875 portata al di sopra di 73 milioni, e i risultati del primo semestre fanno ritenere che il considerevole aumento previsto verrà anche superato dalle effettive riscossioni dell'intiera annata corrente.

Ma se l'aumento nell'entrata sarà anche superiore alle previsioni, non è stato d'altra parte possibile contenere le spese ordinarie nel limite del fondo stanziato al capitolo n. 95 del bilancio delle Finanze, giacchè, per quanto siasi cercato di ridurle allo stretto necessario, e nonostante gli effetti portati dal R. decreto 14 giugno 1874, n. 1991, in previsione dei quali si diminuì di lire 100,000 il fondo del 1875, manifestasi ora la necessità di un maggiore assegnamento di lire 360,000.

Una tale insufficienza di fondi è specialmente da attribuirsi ai vari provvedimenti che l'esperienza consigliò di adottare onde influire direttamente sull'aumento di entrata stato infatti conseguito.

La maggiore estensione data alla separazione del servizio di manutenzione dei contatori da quello di semplice verificazione, per rendere meno probabili le frodi di connivenza coi mugnai; la spesa

occorrente per riscuotere direttamente la tassa nei mulini di qualche importanza nei quali non si potè ottenere accordo sulle quote fisse, e non erano sperabili buoni risultati dalle perizie; le maggiori corrisponsioni di indennità di campagna per gli ingegneri che dovettero assistere alle visite locali dei periti e dei Comitati, e fare applicazioni e studi sui saggiatori e misuratori dei cereali; l'aumento nelle mercedi al basso personale, che per altra parte assoggettato alla ritenuta della tassa sulla ricchezza mobile, fa rientrare nelle Casse dello Stato lire 145,000 annue che prima andavano quasi totalmente perdute per la infruttuosità degli atti coattivi contro operai nullatenenti; e finalmente l'applicazione dei contatori, estesa in alcune provincie, ai mulini di minore importanza che essendone sforniti facevano disastrosa concorrenza agli altri mulini con danno eziandio dell'Erario, sono vere cause che giustificano il bisogno dell'aumento che si richiede per spese, dirette a conseguire un progressivo aumento nei proventi della tassa sulla macinazione dei cereali.

E poichè alla necessità di provvedere all'avvertita deficienza di fondi si congiunge una assoluta urgenza, il riferente è d'avviso che convenga valersi della facoltà concessa dall'art. 32 della legge di Contabilità generale, epperciò, al seguito anche di conforme deliberazione del Consiglio dei Ministri, rassegna alla firma della M. V. il decreto che autorizza il prelevamento dal fondo per le spese impreviste della somma di lire 360,000 da portarsi in aumento al capitolo n. 95, *Spese diverse per l'applicazione dell'imposta sulla macinazione dei cereali*, del bilancio definitivo 1875 pel Ministero delle Finanze.

Il Num. **2720** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 32 della legge 22 aprile 1869, num. 5026, sulla Amministrazione del Patrimonio dello Stato e sulla Contabilità generale;

Visto che sul fondo di lire 5,450,000, inscritto per le spese impreviste nel bilancio definitivo di previsione della spesa del Ministero delle Finanze pel 1875, in conseguenza delle prelevazioni di lire 3,760,616 92, fatte con precedenti decreti Reali, rimane disponibile la somma di lire 1,689,383 08;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Nostro Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Dal fondo per le *spese impreviste* inscritto al capitolo 178 del bilancio definitivo di previsione della spesa del Ministero delle Finanze pel 1875, approvato colla legge 2 luglio 1875, num. 2581 (Serie 2ª), è autorizzata una *ventesimaprima* prelevazione nella somma di lire trecentosessantamila (L. 360,000), da portarsi in aumento al capitolo n. 95, *Spese diverse per l'applicazione dell'imposta sulla macinazione dei cereali*, del bilancio medesimo.

Questo decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 3 ottobre 1875.

VITTORIO EMANUELE.

M. MINGHETTI.

NOMINE E PROMOZIONI

S. M., *sulla proposta del Ministro della Pubblica Istruzione, ha, con RR. decreti* 29 *agosto* 1875, *fatte le nomine e disposizioni seguenti:*

Rossi cav. Giovanni, già direttore della musica vocale nel R. teatro di Parma ed organista nella R. Corte ivi, è sulla sua domanda collocato a riposo;

Manzini cav. Ferdinando, prof. d'ornato e scenografia nell'Accademia di belle arti di Modena, è nominato membro della Commissione per la conservazione dei lavori pregevoli di belle arti dell'Emilia in Modena;

Battaglini conte Gaetano di Rimini, id. id. id., id. id. in Rimini;

Gibelli dott. Giuseppe, prof. straordinario di botanica nella Regia Università di Modena, id. prof. ordinario dello stesso insegnamento e direttore del relativo Orto botanico, ivi;

Zannucchi Pompei conte Giovanni Battista, ispettore della R. pinacoteca di Torino, è, sulla sua domanda e per avanzata età, collocato a riposo;

Rigacci Isabella Teresa, è nominata prima ispettrice dell'Istituto musicale di Firenze;

Cassone Ferdinando, ispettore scolastico di 1ª classe del circondario di Civitavecchia, è nominato provveditore agli studi di 5ª classe per la provincia di Potenza.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Avviso di concorso.

Presso il Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio in Roma è aperto un pubblico concorso alle cattedre qui appresso indicate:

Istituti nei quali sono vacanti le cattedre	INSEGNAMENTI	Stipendio o assegno
Istituti tecnici.		
Aquila	Storia e geografia e legislazione rurale	1800
Cagliari	Chimica generale e agraria	2000
	Computisteria	1600
Cremona	Diritto civile e commerciale e legislazione rurale	1800
Milano	Storia naturale	2000
Modica	Lettere italiane	2000
Palermo	Estimo e geometria pratica	2200
Reggio Calabria	Lingua francese	1600
	Lingua tedesca	1800
	Storia e geografia	1800
	Matematiche elementari	1760
	Storia naturale e sue applicazioni	2000
Sassari	Economia politica e statistica	1800
	Matematiche elementari	1760
Viterbo	Storia, geografia e legislazione rurale	1800
Istituti e Scuole di nautica.		
Messina	Storia, geografia e diritto	1600
Pizzo	Lingua francese e inglese	1600
Rapallo	Matematiche elementari e disegno lineare	1600
	Fisica e meccanica applicata alla nautica, nozioni sulle macchine a vapore e meteorologia	1600
Taranto	Lingua italiana	1600
	Storia, geografia e diritto	1600

Il concorso sarà giudicato da apposita Commissione e sarà fatto per titoli o per esami o per titoli ed esame insieme, a scelta dei concorrenti.

Per essere ammessi al concorso gli aspiranti alle diverse cattedre devono provare d'avere ottenuta la laurea in una delle facoltà universitarie del Regno, o il diploma che attesti aver essi compiuti gli studi, nelle scuole d'applicazione per gli ingegneri, nell'Istituto tecnico superiore di Milano, nel R. Istituto di studi superiori pratici e di perfezionamento in Firenze o nelle scuole superiori dipendenti dal Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio.

Sono dispensati dalla presentazione dei suaccennati titoli:

1° I professori titolari e reggenti negli istituti tecnici o nei licei governativi, i quali già occupano una cattedra nel ramo d'insegnamento a cui aspirano.

Sono pure dispensati nell'egual modo i professori titolari e reggenti negli istituti tecnici e nei licei pareggiati, purchè provino di avere insegnato per un periodo non minore di tre anni consecutivi;

2° Gli aspiranti all'insegnamento delle lingue straniere.

L'esperimento a cui dovranno sottoporsi i concorrenti per esame si comporrà di tre prove, cioè:

1° Della trattazione di un tema in scritto;

2° Di una conferenza

3° Di una lezione pubblica.

Le domande di ammessione al concorso devono essere presentate al Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio non più tardi del 20 ottobre; e affinchè i concorrenti possano essere avvertiti del giorno in cui avrà luogo l'esame, devono in esse dare l'indicazione precisa del loro domicilio.

Roma, addì 27 settembre 1875.

Il Direttore Capo della 4ª Divisione
O. Casaglia.

MINISTERO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Avviso di concorso.

È aperto un concorso per titoli, e, ove questo riuscisse inefficace, per esame, alla cattedra di chimica agraria nella R. Scuola superiore d'agricoltura di Portici.

L'eletto avrà grado e stipendio di professore ordinario: cioè lire 5000.

Le istanze, accompagnate dai titoli, dovranno essere presentate alla Presidenza del Consiglio direttivo in Portici, non più tardi del 31 presente mese d'ottobre.

Il Direttore Capo della 1ª Divisione
N. Miraglia.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(2ª pubblicazione per rettifica d'intestazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per 0[0 cioè: n. 278756 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 95816 della soppressa Direzione di Napoli), per lire 95, al nome di Boccia Maria Michela fu Pasquale, sotto la amministrazione di Raffaele De Vito di lei marito, venne così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Boccia Maria Michela fu Pasquale, sotto l'amministrazione di Raffaele Di Vivo, ecc. ecc., vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, il 2 ottobre 1875.

Il Direttore Generale
Novelli.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª pubblicazione per rettifica d'intestazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè n. 464018 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al n. 68718 della soppressa Direzione di Torino), per lire 130, al nome di Imper Filippo fu Gioacchino, è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi ad Imper Filippo fu Massimiliano, vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, li 20 settembre 1875.

Per il Direttore Generale
Ciampolillo.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(2ª pubblicazione per rettifica d'intestazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per 0[0, cioè: n. 25590 d'iscrizione sui registri della Direzione generale, per lire 20, al nome di Salò Fortunato Paolo, minore sotto l'amministrazione di Rachele Di Lena, è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Cipolletta Fortunato Paolo, minore sotto l'amministrazione di Rachele Di Lena, vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, il 2 ottobre 1875.

Per il Direttore Generale
Ciampolillo.

CASSA DEI DEPOSITI E PRESTITI

Vendita della Galleria già del Monte di Pietà di Roma.

Alle ore 10 ant. degli infraindicati giorni dei prossimi mesi di novembre e dicembre in Roma, nel palazzo detto del Banco n. 199 sulla piazza del Monte di Pietà, seguiranno gli incanti pubblici per la vendita dei quadri, sculture in marmo, musaici, pietre colorate, bronzi ed altri oggetti d'antichità e d'arte, esistenti nella Galleria già del Monte di Pietà di Roma ed ora della Cassa dei depositi e prestiti.

Detti oggetti saranno esposti all'asta secondo le norme prescritte dal vigente regolamento di Contabilità generale in undici distinti lotti sulla base dei prezzi d'estimo, e nei giorni seguenti, cioè:

Al 26 novembre 1875, lotto I, numero 38 pitture pel prezzo di lire 21,665.

Al 30 novembre 1875, lotto II, numero 74 pitture pel prezzo di lire 44,455.

Al 3 dicembre 1875, lotto III, numero 200 pitture pel prezzo di lire 106,575.
Al 7 dicembre 1875, lotto IV, numero 185 pitture pel prezzo di lire 162,160.
All'11 dicembre 1875, lotto V, numero 221 pitture pel prezzo di lire 83,730.
Al 14 dicembre 1875, lotto VI, numero 104 pitture pel prezzo di lire 79,437.
Al 17 dicembre 1875, lotto VII, numero 19 pitture pel prezzo di lire 9365.
Al 21 dicembre 1875, lotto VIII, numero 75 pitture pel prezzo di lire 63,641.
Al 24 dicembre 1875, lotto IX, numero 120 pitture pel prezzo di lire 109,142.
Al 28 dicembre 1875, lotto X, numero 95 pitture pel prezzo di lire 69,905.
Al 31 dicembre 1875, lotto XI, numero 113 oggetti diversi d'arte e di antichità pel prezzo di lire 64,672 50.
In tutto, numero 1244 tra pitture ed oggetti diversi d'arte e di antichità pel prezzo totale di lire 814,797 50.

Ove a tutto il 15 del mese di ottobre venga presentata un'offerta complessiva d'acquisto di tutti gli oggetti della Galleria per una somma non inferiore a lire 815,000 e questa offerta sia garantita col deposito del decimo del prezzo in contanti od in titoli al portatore del Debito Pubblico Italiano al valore di Borsa, seguirà il giorno 26 novembre un solo incanto sulla base dell'offerta medesima.

Il capitolato delle condizioni cui è subordinata la vendita, venne pubblicato nel catalogo a stampa della Galleria, il quale è visibile in tutte le Intendenze di Finanza e Prefetture del Regno e trovasi in vendita presso i principali librai nazionali ed esteri al prezzo di centesimi 50.

Roma, 15 luglio 1875.

L'Intendente di Finanza: CARIGNANI.

AVVISO DI CONCORSO

al posto vacante di maestro di Corno da Caccia e che deve provvedersi nel R. Collegio di Musica di Napoli

È aperto il concorso nel suddetto R. Collegio al posto vacante di maestro di Corno da Caccia, con l'annuo stipendio di lire 1200.

Il concorso è per titoli o per esame od in ambo le forme secondo che verrà stabilito all'occorrenza dalla Commissione esaminatrice previa approvazione del Consiglio direttivo. Le domande debbono essere corredate della fede di nascita e di moralità rilasciata dalla autorità dell'ultimo domicilio del ricorrente, e dovranno essere inoltrate al presidente e componenti il Consiglio direttivo del Collegio, non più tardi del 30 ottobre corrente anno.

I titoli debbono comprovare la valentia dell'aspirante nell'arte del Corno da Caccia e nell'insegnamento di esso.

L'esame (a porte chiuse) si farà nel locale del Collegio nei giorni 22, 23 e 24 novembre del corrente anno e comincerà alle ore 9 antimeridiane.

Il primo giorno eseguirà a prima vista un pezzo scritto espressamente per Corno.

Nel secondo esame eseguirà uno squarcio che a sua scelta avrà predisposto.

L'ultimo esame sarà orale ed in iscritto su quesiti relativi all'arte del cornista.

Tutti i temi degli esami saranno estratti a sorte alla presenza dei candidati.

Il risultato dell'esame si determina con i punti da 1 a 10 per ogni esaminatore e si divide in due categorie, cioè *eligibile* - *non eligibile*. Per essere eligibile fa d'uopo riunire quattro quinti del totale dei punti per ogni esame.

Napoli, 4 ottobre 1875.

Il Segretario F. BONITO — *Il Presidente* Cav. D. PALADINI.

PROGRAMMA DI CONCORSO

a n. 4 sussidi (2 dei quali di lire 70 e 2 di lire 60 mensuali) per gli alunni di filosofia e lettere nel R. Istituto di studi superiori, pratici e di perfezionamento in Firenze.

Concorso pei posti di perfezionamento.

Possono concorrere tutti coloro che hanno conseguito la laurea in lettere o in filosofia, in una Università del Regno, inviando il loro diploma ed i certificati dei punti riportati negli esami speciali e di laurea, come pure la tesi di laurea. Possono concorrere del pari coloro che hanno la patente per lo insegnamento liceale o altri titoli da sottoporre al giudizio del Consiglio accademico.

Concorso pei corsi normali.

Possono concorrere al 1° anno di corso tutti coloro che abbiano riportato la licenza liceale e che sostengano un esame sulle letterature italiana, latina e greca, sulla storia e sulla filosofia. Tutte le prove saranno scritte e orali.

Pel 2°, 3° e 4° anno del corso, debbono i candidati sostenere un esame sulle materie del respettivo anno, sottoponendosi a tutte le prove scritte e orali. Possono però far valere gli esami di passaggio già dati nelle respettive Università, completandoli colle prove scritte.

Il sussidio dura per tutti i mesi di lezioni e per tutti gli anni di corso, quando sieno superati gli esami di passaggio.

La decisione intorno ai sussidi di perfezionamento avrà luogo il 3 novembre.

Il concorso per esame agli studi normali incomincerà il dì 5 novembre nell'Istituto Superiore di Firenze (via Ricasoli, num. 50). Esso potrà farsi ancora, come negli anni decorsi, presso le primarie Università del Regno, alle quali saranno in tempo debito inviati i temi, ed avrà principio nel medesimo giorno 5 novembre.

Le domande debbono inviarsi dai concorrenti alla segreteria dell'Istituto, e saranno ricevute fino al 26 ottobre prossimo.

Firenze, li 5 agosto 1875.

Visto — *Il Presidente* P. VILLARI. — *Il Segretario* T. FIASCHI.

Supplementi a questo numero contengono il R. decreto in data 10 agosto 1875, n. 2678 (Serie 2ª).

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

La *Wiener Presse* crede sapere che l'Inghilterra aveva sulle prime ricusato di prendere parte alle pratiche collettive fatte presso il governo della Servia per dimostrargli la necessità di una politica più prudente e sinceramente pacifica; ma in seguito il rappresentante del gabinetto di Saint-James avrebbe ricevuto l'ordine di unirsi a' suoi colleghi.

Le Delegazioni austro-ungariche si appressano al termine della loro sessione, la quale in quest'anno è stata molto più calma che negli anni precedenti. Il bilancio della guerra, il quale provocava sempre discussioni tempestose, ora fu votato senza gravi difficoltà, quantunque notevolmente aggravato

per le spese di rinnovamento del materiale dell'artiglieria. Ma questo argomento era già in qualche guisa troncato prima che si radunassero le Delegazioni, perchè i cannoni del generale Uchatius avevano acquistato un tale grado di popolarità, che le Delegazioni correvano rischio di rendersi contraria l'opinione pubblica se avessero negato di approvare le spese per la costruzione di siffatti pezzi d'artiglieria.

Il *Gaulois* annunzia che il marchese di Noailles, ministro di Francia presso il Re d'Italia, si trova a Parigi, dove avrà una conferenza col maresciallo Mac-Mahon. Dopo la conferenza il signor di Noailles partirà per Roma.

Lo stesso giornale annunzia che il signor di Rouher è partito il 13 di sera per Marsiglia, dove era atteso da molti capi del partito bonapartista. Da Marsiglia il signor di Rouher doveva partire subito per la Corsica dove si tratterrà da otto a dieci giorni.

I capi della frazione del partito imperialista che aderiscono al principe Napoleone devono radunarsi prossimamente nel castello del signor M. Richard.

Leggesi nel *Constitutionnel*: " Il signor Ducros, prefetto del Rodano, del quale il governo ed il partito conservatore apprezzano l'energica amministrazione, sarà prossimamente chiamato ad un posto elevato dove potrà continuare a rendere utili servizi alla causa dell'ordine. Egli è dietro sua domanda che il signor Ducros abbandonerà la prefettura del Rodano, ma il governo non vi aderirebbe se questo onorevole funzionario non accettasse il compenso che gli si vuol dare „.

I giornali del mezzogiorno della Francia pubblicano una lettera con la quale il generale Barry, comandante la 32ª divisione d'infanteria a Perpignano, rifiuti il permesso di fondare un giornale, il *Repubblicano*, di cui il signor Armando Duportal doveva essere il redattore in capo. Il generale giustifica il rifiuto colle istruzioni avute dal ministro dell'interno.

L'*Univers* pubblica una lettera del deputato Belcastel dell'estrema destra, della quale è notevole il seguente brano: " L'Assemblea nazionale è vicina alla meta. Essa visse il suo quinto anno. Andar più oltre sarebbe un errore, e se i conservatori, dei quali è composta la maggioranza, intendono la situazione, fin dal primo giorno della riunione, sia per iniziativa individuale, sia per organo del governo, essi presenteranno una proposizione che fissa una data prossima alle elezioni generali. Per la dignità dell'Assemblea come per l'interesse pubblico, il voto dev'essere unanime. „

Il *Moniteur* riferisce che si studia in questo momento un progetto che permetterà, attuandosi, di trasportare di Francia in Inghilterra, e viceversa, i pieghi chiusi, *in 12 minuti*. Il sistema allo studio consisterebbe nello stabilire un condotto sottomarino tra Calais e Douvres: su quei due punti sarebbero stabilite macchine a vapore che porrebbero in movimento dei piccoli battelli chiusi destinati a portare i preziosi colli dall'una all'altra riva.

Lo stesso foglio dice che la Commissione francese degli studi pel tunnel sottomarino della Manica finirà i suoi lavori in questa settimana, e fra poco cominceranno a Londra conferenze coi delegati inglesi.

L'*Havas* reca i seguenti telegrammi:

" *Madrid*, 12 *ottobre*. — La *Gaceta* dice che inseguiti dalla divisione Delatre nei Pirenei meridionali e nell'Aragona, 562 carlisti, comandati dai colonnelli Vizcarro e Cucala, sono entrati in Francia per la valle del Plon, dopo aver constatata l'impossibilità di passare nella Navarra conforme agli ordini di Don Carlos.

" *San Sebastiano*. — Il fuoco delle batterie carliste si è rallentato. I forti tirano contro i villaggi carlisti. Vi sono poche vittime a San Sebastiano e i danni sono insignificanti. Hernani e Guetaria hanno sofferto molto. È inesatto che il generale Trillo abbia assistito alle feste di Irun „.

Si legge nell'*Imparcial* di Madrid:

" Si crede generalmente che il signor Sagasta ripiglierà la direzione suprema del partito costituzionale, che da qualche mese aveva abbandonato. Egli avrebbe detto essere necessario che gli elementi monarchici liberali della rivoluzione costituiscano un solo gruppo, la cui bandiera sia il mantenimento, senza restrizione alcuna, della Costituzione del 1869 „.

I giornali di Nuova York portano la notizia che Valmaseda, capitano generale dell'isola di Cuba, avrebbe, dietro istanza del governo di Madrid, spedito per un inviato speciale una nota al presidente Barrias di Guatemala, nella quale si lagna con lui del suo proclama in cui riconobbe la repubblica cubana e lo invita a disdirlo. Il presidente avrebbe acconsentito a mandare un ministro in Ispagna coll'incarico di discutere questa controversia col governo di Madrid.

Sui tre candidati proposti dalla Scupcina serba per la presidenza, il principe Milano scelse Demetrio Jovanovitch, già vicepresidente. È noto che l'antico presidente della Camera, Kalievitch, fu chiamato alla presidenza del ministero che succedette al gabinetto Ristich. Il signor Kalievitch è di parte liberale; ma il suo carattere moderato e le sue idee concilianti lo rendono atto a servire di mediatore tra i conservatori e i suoi amici politici. I suoi colleghi nel gabinetto non ebbero ancora l'occasione di compromettersi in una politica spiccata. Il signor Pavlovitch era capo di divisione al ministero degli esteri, a reggere il quale ora fu chiamato. Conoscendo egli tutti i particolari della situazione diplomatica, può in queste circostanze tornare di grande utilità. Gli altri ministri fecero, è vero, più o meno parte dell'Omladina, ma non ebbero mai a compromettersi in guisa da essere vincolati pei loro antecedenti. I giornali austriaci si mostrano soddisfatti della loro nomina, siccome di un trionfo della politica pacifica.

Quantunque non siano ancora pienamente conosciuti i particolari della crisi ministeriale cui soggiacque il ministero Ristich, i giornali tuttavia si accordano in certi punti principali. Tutti danno la stessa analisi delle dichiarazioni che il principe Milano ha fatte alla Scupcina. Il principe ricusò di sancire le risoluzioni favorevoli al cominciamento delle ostilità contro la Turchia, allegando che le potenze sottoscritte al trattato di Parigi minacciavano di ritogliere alla Servia il benefizio dell'articolo 29 di questa convenzione diplomatica, qualora la Scupcina si impegnasse in progetti militari.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

Torino, 15. — Il principe di Galles è partito alle ore 9 40 per Brindisi. Fu ossequiato alla stazione dal generale Dezza e dal prefetto. Sir Paget accompagna il principe sino a Brindisi.

Costantinopoli, 15. — Server pascià telegrafò al granvisir, in data di Mostar 13, che un corpo di oltre 2000 insorti fu battuto completamente da Chefket pascià a Grab, presso Ojoupitcha. Gli insorti fuggirono nel Montenegro, lasciando sul terreno 160 morti. Gli abitanti di 18 villaggi del distretto di Popovo, i quali presero una parte attiva all'insurrezione, fecero la loro sottomissione, e furono rimessi dalle autorità nei rispettivi villaggi.

Costantinopoli, 15. — Il governo turco dichiarò che la riduzione dell'interesse non è applicabile al prestito 1855, garantito dalla Francia e dall'Inghilterra.

Parigi, 15. — Rouher giunse in Ajaccio.

Il Consiglio dei ministri decise definitivamente di fare alcune nomine nel personale delle prefetture.

Berlino, 15 (ritardato). — La *Gazzetta Nazionale* conferma in modo positivo che il principe di Bismarck, avuto riguardo allo stato di salute che ha peggiorato, e dietro un divieto categorico del suo medico, dovette risolversi a non accompagnare l'imperatore in Italia.

Berlino, 15. — La *Gazzetta Nazionale* annunzia che il segretario di Stato, von Bulow, e il conte Herbert Bismarck partirono oggi a mezzodì da Berlino e si recheranno in Italia col seguito dell'imperatore.

Bologna, 15. — Il principe di Galles arrivò alle ore 5 pom. e pranzò alla stazione. Fu ossequiato dal prefetto, e ripartì per Brindisi alle ore 6 30 con un treno speciale.

Brindisi, 15. — Il Regio yacht inglese *Osborne* è arrivato a mezzogiorno e si ancorò nel porto esterno.

Nella scorsa notte il tempo fu cattivissimo ed infuria tuttora. Nonostante le corazzate stanno salde.

Un vapore del Lloyd austriaco, trascinato dalla violenza del vento, ha investito sul banco di sabbia del porto esterno.

Il principe di Galles deve arrivare domani mattina.

Torino, 15. — Al palazzo Carignano, preceduta da un discorso del presidente della Camera di Commercio, fu fatta la solenne distribuzione dei premi decretati dal giurì dell'Esposizione di Vienna agli espositori delle provincie di Torino e di Novara. Sono intervenuti il Principe Amedeo, il Principe di Carignano, le autorità, i membri del Congresso internazionale dei filati e numerosi invitati.

Costantinopoli, 15. — La Banca imperiale avvertì il granvisir che coloro i quali presero parte all'operazione per l'anticipazione di un milione e mezzo, colla scadenza d'oggi, ricusano di sborsare la loro partecipazione, basandosi sul fatto che il governo ha loro promesso una garanzia del 6 per cento e non del 3 per cento.

Monaco, 15. — L'indirizzo votato dalla Camera fu trasmesso al grande maresciallo di Corte affinchè sia consegnato al re.

Vienna, 15. — Le due Delegazioni, dopo di avere appianate alcune divergenze, approvarono il bilancio comune del 1876, il quale ascende a 115,845,331 fiorini.

Belgrado, 15. — Fu presentata alla Scupcina una proposta che tende a ridurre il servizio nell'esercito attivo ad un anno. La proposta fu rinviata ad una Commissione.

Berlino, 15. — Il *Monitore dell'Impero* conferma che il principe di Bismarck, dietro consigli del medico, dovette con suo rammarico abbandonare il progetto di accompagnare l'imperatore in Italia e conferma pure che il segretario di Stato, von Bulow, accompagnerà l'imperatore.

Il *Monitore* pubblica un'ordinanza che convoca il Reichstag pel giorno 27 ottobre.

Torino, 16. — Leggesi nella *Gazzetta del Popolo*: « Il principe di Bismarck, con dispaccio di Berlino, scusasi col Re di non poter accompagnare l'imperatore in Italia, in causa di un attacco vivissimo di dolori reumatici; esprime il suo rincrescimento per questo contrattempo, e prega S. M. a tenerlo come presente ».

Brindisi, 15. — Alle ore 6 pom. giunsero il Ministro della marina e il prefetto della provincia.

Alle 10 30 è arrivata una parte del seguito del principe di Galles.

Il tempo è calmo.

Parigi, 15. — Alcuni giornali annunziano la nomina di Sadyk pascià a ministro delle finanze in Turchia.

Perpignano, 15. — Il generale carlista Gamundi fu arrestato dalla gendarmeria di Osseja, con due ufficiali.

NOTIZIE DIVERSE

Congresso internazionale per la uniforme numerazione dei filati. — Ieri mattina, scrive *Il Conte Cavour* di Torino del 14, alle ore 10 1\2, il presidente cav. Pacher apriva la seduta e faceva dar lettura di una lettera di S. E. il Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio, colla quale annunzia al Congresso di aver nominato aggiunto al delegato governativo, onorevole Robecchi, il prof. Thovez dell'Istituto industriale e professionale, autore di un opuscolo sui filati.

Fa dar lettura del pari di parecchi telegrammi pervenuti da diverse Camere di Commercio ed Arti del Regno.

In seguito il signor Dubut, presidente e relatore del Comitato, che era stato eletto nella seduta di ieri, e che nella stessa giornata compiè il suo lavoro, diede lettura di un chiaro e ragionato rapporto sulle molteplici questioni che si presentano per la numerazione uniforme dei filati, ed anzi tutto dice essere necessario intendersi bene sul significato delle parole, e stabilire con precisione ciò che si intenda per *titolo dei filati*, come fu d'uopo stabilire con precisione le condizioni dell'acqua che deve rappresentare il chilogramma in peso quando rappresenta il volume di un decimetro cubo.

La natura troppo specialmente tecnica della materia non consente che si possa seguire l'oratore in ogni particolare del suo discorso, nè che se ne possa riferire una minuta analisi.

Sostanzialmente la conclusione è che il numero dei filati deve essere quello dei metri contenuti nel peso di un chilogramma, ritenuto che i filati siano completamente spogliati di ogni umidità che contengono allo stato naturale.

Si solleva una discussione piuttosto viva in riguardo alle sete, perchè da taluni è dichiarata troppo elevata la temperatura di gradi centigradi 135 per la *condizione*, quale si richiederebbe dal rapporto presentato a nome del Comitato.

Si afferma da taluni che la seta alla temperatura di 110, 120 gradi è completamente spoglia di umidità, e che elevandola a temperatura superiore, diminuisce ancora di peso, ma non per ragioni igrometriche, bensì per alterazione della fibra stessa, che ne rimane deteriorata.

Anche i fautori della proposta della temperatura a 135 gradi riconoscono che si può modificare la proposta stessa, e poichè sopra tutte le altre questioni le opinioni si accordano, e solo resta disaccordo nel fissare il grado di temperatura da adottarsi per tutti gli stabilimenti di *condizione* delle sete, è deciso di rinviare alla prossima seduta la votazione, facendo precedere una riunione privata di tutti quelli che hanno preso parte alla discussione, perchè si mettano d'accordo.

Viene all'ordine del giorno la questione dei fili torti.

Il presidente dà lettura di una lettera pervenuta dal professore Altan di Parigi, e quindi chiama il professore Thovez, il quale legge un suo rapporto sull'argomento in discussione.

Si trovano di fronte due opinioni. Chi crede preferibile il sistema di dare ai fili torti il numero stesso che essi hanno allo stato semplice prima della operazione di torcitura; altri ravvisa opportuno dare ai fili torti un numero loro proprio sulla base stessa dei fili semplici.

Fra le difficoltà di pratica applicazione del primo sistema si accenna il caso della unione di fili di varia natura, ossia di diverso titolo in una stessa torcitura, nel qual caso sarebbe impossibile indicare il numero primitivo senza dirne due o tre, secondo le circostanze.

Taluno vorrebbe si indicasse il numero primitivo dei filati, coll'aggiunta spiegativa del numero della torcitura. Anche questo modo presenta delle difficoltà per la necessità di applicare allo stesso filo diversi numeri.

In definitiva si viene alla votazione, e vince il partito di dare ai fili torti un numero loro proprio colle stesse norme già fissate pei filati semplici nel rapporto della lunghezza al peso, nello stato di assoluta eliminazione d'ogni umidità.

Nel dubbio sul risultato delle prime votazioni per alzata e seduta, la votazione definitiva fu fatta per separazione, cioè portandosi da un lato della sala i votanti in favore e dal lato opposto i votanti contro.

Viene in discussione la questione dei fili secondo lo stato loro greggio, imbiancato o colorato.

Il professore Thovez legge anche a questo proposito una sua relazione.

Una discussione assai viva si apre pure su questo argomento, e le difficoltà della pratica sono minutamente enumerate e spiegate da diversi oratori.

Il dare ai filati colorati il numero stesso che avevano prima della coloritura, sarebbe dar loro un numero non vero, come sarebbe un numero non vero quello che si volesse dare uniforme ai fili greggi, ed ai fili stessi imbiancati, digrassati.

Occorre ritenere che, se il colore aggiunge peso al filo, lo fa in ben diversa misura, secondo la varietà dei fili, di seta, di lana, di lino, di cotone, e secondo la varia natura della materia colorante, che può essere minerale, vegetale, o d'altra origine.

Mentre alcuni dei proponenti ordini del giorno su questo argomento si mettono d'accordo fra loro, il vicepresidente, cav. Lasagno, ricorda che ieri non si è fatta la dichiarazione formale di ritenere presidente onorario S. E. il Ministro di Agricoltura e Commercio, senatore Finali, il quale inaugurò personalmente il Congresso, e propone che si faccia adesso. Aggiunge inoltre che sia eletto vicepresidente onorario l'onorevole Robecchi, delegato dal Governo a rappresentare il Ministro. La doppia proposta del cavaliere Lasagno è accettata con plauso a voci unanimi per acclamazione.

Ripresa la discussione, sono presentati diversi ordini del giorno che variano nella forma, ma si accordano nella sostanza.

In definitiva il Congresso adotta la massima che quando non interviene speciale accordo tra il fabbricante e l'acquisitore, il titolo dei filati si intende essere quello che rappresenta la lunghezza del filo contenuto in un determinato peso, allo stato in cui il filo stesso è al momento della vendita, colla specificazione che la misura riferisca sempre al metro, ed il peso o al chilogramma od al gramma.

La seduta fu sciolta alle ore 1 1[2 pomeridiane, con rinvio del seguito dei lavori del Congresso alla seduta di domani mattina all'ora solita.

Ieri, alle ore 6 pomeridiane, ebbe luogo all'*Albergo d'Europa* il pranzo offerto dalla Camera di commercio ed arti ai membri del Congresso.

Oggi, alle ore otto del mattino, i membri stranieri del Congresso fanno una gita a Superga per invito del Municipio, e stasera, alle ore 8, interverranno al concerto che avrà luogo al teatro *Vittorio Emanuele*, cui sono invitati dalla Deputazione provinciale.

Terremoto a Pieve d'Alpago. — Alla *Provincia di Belluno* scrivono da Pieve d'Alpago l'11 corrente:

Ieri sera verso le ore 8 si fece sentire una scossa di terremoto abbastanza violenta. Nessun danno rilevante. La popolazione memore della recente sciagura è un po' conturbata.

Salvataggio. — Il *Journal des Débats* del 13 scrive che durante le ultime tempeste che ebbero luogo sulle coste dell'Inghilterra i battelli di salvataggio della *National Life boat institution* (Società nazionale di soccorso ai naufraghi) salvarono la vita a 77 persone, senza che perisse nessuno dei salvatori, nè che andasse perduto alcuno dei battelli della filantropica Società.

SCIENZE, LETTERE ED ARTI

VALFREDO* 68

STORIA PATRIOTTICA DI UNA FAMIGLIA

narrata da

BERTOLDO AUERBACH

Traduzione fatta col consenso dell'autore

Capitolo II.

Berta mi annunziò che il colonnello era salvo, e che si trovava nella città in piena e tranquilla convalescenza. Il medico diceva che dopo alcune settimane il colonnello potrebbe raggiungere il proprio reggimento.

Berta soggiunse che la Filatrice della Rupe era partita pel nostro paese in compagnia di Carlo, il quale era stato trasportato al lazzaretto della nostra capitale.

— E che cosa n'è di Antonio, il figlio del mugnaio?

— È morto. Babbo, io ti dico ogni cosa, e ti dico la verità. Ma ti prego di non lasciar vagare qua e là i tuoi pensieri. Pensa a noi; conservati per noi.

Ho potuto dopo breve tempo rialzarmi dal letto; e Berta non finiva mai di celebrarmi la cortesia dimostrata dai Francesi nella casa dei quali io mi trovava.

Anche la padrona di casa volle allora conversare brevemente con me.

Mi si è presentata e andò lieta della mia riconoscenza.

Dopo alcuni giorni ho potuto visitare il colonnello; le prime parole ch'egli mi diresse, entrato che fui con Berta nella camera di lui, furono:

— Berta! ora credo fermamente nella mia guarigione; vedo che tu porti nuovamente le tue belle ciocche di capelli arricciati.

Poi mi disse che per lui era di cattivo augurio vedere Berta colla capigliatura sempre sciolta. Ora egli diceva essere veramente fuori di pericolo, poichè Berta ricompariva colla sua bella acconciatura.

Io non potei lungamente assistere ai progressi della convalescenza del colonnello. Io non vedeva l'ora di ritornarmene a casa.

Come vi ebbe un trasporto alla volta della Germania, guidato dal professore Rolunt (il quale aveva prestato una fra-

terna assistenza al colonnello), i miei acconsentirono alle mie ripetute istanze e permisero che io pure mi giovassi di quella vettura che era agiata e ben riscaldata.

Volfango mi accompagnò fino al capoluogo del circondario, e poscia ritornò sul teatro della guerra con una spedizione di doni e di medicinali, in compagnia di Cristianina.

Io aveva il presentimento che, giunto a casa, avrei ricuperato perfettamente la salute; e così avvenne. Appena che io cominciai a respirare l'aria balsamica dei miei boschi alpini, mi trovai ravvivato.

La moglie del consigliere di governo tanto insistette che ho dovuto terminare la convalescenza nella casa di lei; e la sollecita e intelligente assistenza del nostro medico mi aiutò nel rinfrancarmi la salute.

Fu un bene per me il vedere che la signora di Rontheim comprendeva in una stessa commemorazione i rispettivi nostri figli caduti. Ella mi narrava pur brevemente e per sommi capi i casi avvenuti dopo la mia malattia; imperocchè, allorquando ricominciai a poter leggere il giornale, io trovava di molte lacune e non vedeva l'anello che legava il corso degli avvenimenti.

Mentre io stava ancora soggiornando nella piccola città, venne Luigi. Non poteva io stesso spiegarmi la ragione per cui io non aveva mai chiesto conto di lui. Tuttavia egli venne ora a recarmi un nuovo ristoro dall'altro continente. Egli era, come già mi aveva scritto, partito alla volta d'Inghilterra, e di là si era trasferito nell'America per impedire le spedizioni di armi in Francia. I suoi sforzi individuali erano riusciti vani, e le spedizioni d'armi non cessarono se non dopo una pubblica adunanza nella quale i Tedeschi d'America avevano espresso le loro lagnanze.

Mi fece rammarico l'udire da Luigi queste parole:

— Noi Tedeschi non abbiamo amici, perchè finora non ci siamo fatti valere. La nazione germanica, da un mezzo secolo in qua, si trova nella condizione di un uomo che ha il sentimento dell'onesto suo operare e che per questa ragione fa assegnamento sulla riconoscenza degli altri. Se non che, non altrimenti da quanto accade negli individui, anche un popolo non si cattiva l'altrui riconoscenza come dono gratuito, ma conviene strapparla agli altri, non aspettandola inerti, ma imponendola coll'opera nostra. Ora i popoli tengono sul conto nostro un diverso linguaggio, ma tutti avrebbero giubilato, se i brillanti francesi ci avessero sconfitto.

Io non volli credere a queste asserzioni di mio figlio; ma Luigi mi dimostrò che nell'Inghilterra e nell'America esistevano bensì persone colte e preveggenti, le quali erano disposte a favor nostro; ma che i governi, pur che lo avessero voluto, avrebbero potuto impedire le spedizioni di armi e perciò anche l'ulteriore spargimento di sangue.

— Tanto meglio — dissi io — che ora non tocca più a noi domandare che cosa pensino gli altri sul conto nostro; ma agli altri spetta curarsi di sapere come la pensiamo noi sul conto loro.

Luigi soggiunse:

— Noi in casa non possiamo abbastanza comprendere quanta importanza abbiamo acquistata, e come il nostro avvenire apparisca in lontananza gigantesco. Nell'altro continente gli uomini mirano il nuovo ordine di cose ingrandito straordinariamente; e credo che hanno ragione.

Frattanto giunse in città Conny, la moglie di Luigi; ed io, in compagnia di lei e di Luigi, sono partito alla volta di casa nostra.

(*Continua*)

BORSA DI PARIGI — 15 *ottobre*.

	14	15
Rendita francese 3 0[0	65 20	65 30
Idem 5 0[0	104 50	104 65
Banca di Francia	— —	— —
Rendita italiana 5 0[0	73 15	73 35
Idem 5 0[0	— —	— —
Ferrovie Lombarde	238 —	238 —
Obbligazioni Tabacchi	— —	— —
Ferrovie Vittorio Emanuele (1863)	215 —	— —
Ferrovie Romane	62 —	62 50
Obbligazioni Lombarde (God. luglio 1875)	237 —	238 —
Obbligazioni Romane	225 —	225 —
Azioni Tabacchi	— —	— —
Cambio sopra Londra, a vista	25 22 1[2	25 20 1[2
Cambio sull'Italia	7 —	7 —
Consolidati inglesi	93 15[16	94 1[8

BORSA DI LONDRA — 15 *ottobre*.

	14		15	
	da	a	da	a
Consolidato inglese	93 7[8	94 —	94 1[8	94 1[4
Rendita italiana	72 3[4	— —	72 3[4	— —
Turco	27 1[8	27 1[4	27 1[2	27 5[8
Spagnuolo	18 —	18 1[4	18 —	18 1[8
Egiziano 1868	— —	— —	— —	— —
Egiziano 1873	65 1[8	— —	60 3[8	— —

BORSA DI BERLINO — 15 *ottobre*.

	14	15
Austriache	488 50	489 50
Lombarde	186 50	187 50
Mobiliare	362 —	360 —
Rendita italiana	72 —	72 20

BORSA DI VIENNA — 15 *ottobre*.

	14	15
Mobiliare	207 30	206 60
Lombarde	108 25	107 75
Banca Anglo-Austriaca	104 20	103 90
Austriache	274 50	275 —
Banca Nazionale	924 —	925 —
Napoleoni d'oro	8 98	8 99
Argento	102 65	103 20
Cambio su Parigi	44 45	44 50
Cambio su Londra	112 45	112 50
Rendita austriaca	74 05	74 10
Rendita austriaca in carta	70 —	70 05
Union-Bank	88 30	87 80

BORSA DI FIRENZE — 15 *ottobre*.

	14		15	
Rend. it. 5 0[0 God. 1° genn. 1876	76 40	nominale	76 30	nominale
Napoleoni d'oro	21 48	contanti	21 49	contanti
Londra 3 mesi	26 93	»	26 92	»
Francia, a vista	107 40	contanti	107 40	»
Prestito Nazionale	— —		53 50	nominale
Azioni Tabacchi	826 —	nominale	826 —	»
Azioni della Banca Naz.	1995 —	»	1990 —	fine mese
Ferrovie meridionali	352 —	»	350 —	nominale
Obbligazioni meridionali	230 —	»	— —	
Banca Toscana	1130 —	nominale	1130 —	nominale
Credito Mobiliare	742 —	»	742 —	»

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, 15 ottobre 1875 (ore 16 50).

Tempo piovoso con burrasche quasi dappertutto. Dominio di venti forti, fortissimi nell'estremo sud d'Italia. Tempesta sul canale d'Otranto. Mare grosso in altri punti delle coste adriatiche e sicule e alla Palmaria. Agitato altrove. Barometro salito fino a 7 mm. da Colonnella (Teramo) a Moncalieri. Sceso fino a 5 millimetri in Sicilia e in parte del sud della penisola. Scirocco fortissimo e mare grosso a Lesina; tramontana forte e mare grosso a Marsiglia. Agitatissimo a Tolone. Ieri mare burrascoso e venti fortissimi in molti punti delle coste dell'Italia meridionale. Continuano le minacce di venti burrascosi e mare cattivo specialmente sull'Adriatico sul Jonio e sul basso Tirreno; venti delle regioni nord nell'alta e media Italia.

Osservatorio del Collegio Romano — 15 ottobre 1875.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49m, 65.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	740,2	741,8	743,8	748,0
Termomet. esterno (centigrado)	13,3	14,3	15,8	14,3
Umidità relativa...	95	86	81	83
Umidità assoluta...	10,85	10,37	10,81	10,11
Anemoscopio.........	N. 2	O. NO. 7	O. SO. 6	SE. 9
Stato del cielo.......	0. coperto nebbioso	0. piove	1. schiarisce	0. brutto, tempor. con lampi e tuoni all'O.

OSSERVAZIONI DIVERSE

Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente)
Termometro: Massimo = 16,0 C. = 12,8 R. | Minimo = 13,0 C. = 10,4 R.
Pioggia in 24 ore 24 mm., 5 caduta ad intervalli.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 16 ottobre 1875.

VALORI	GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0|0	1° semestre 1876	—	—	76 65	76 60	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0|0	1° aprile 1876	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0|0	4° trimestre 1875	537 50	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detti Emissione 1860/64	1° ottobre 1875	—	—	80 20	80 15	— —	— —	— —	— —	— —
Prestito Romano, Blount	—	—	—	77 90	77 85	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto Rothschild	1° giugno 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	79 60
Prestito Nazionale	1° ottobre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto piccoli pezzi	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto stallonato	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0|0	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Azioni Regìa Cointeressata de'Tabacchi	1° luglio 1875	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette 6 0|0	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Rendita Austriaca	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Municipio di Roma	1° luglio 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Nazionale Italiana	—	1000 —	750 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Romana	—	1000 —	1000 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	1440
Banca Nazionale Toscana	—	1000 —	700 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Generale	—	500 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	483 —
Società Generale di Credito Mob. Ital.	—	500 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Cartelle Credito Fond. Banco S. Spirito	1° ottobre 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	390 —
Compagnia Fondiaria Italiana	1° luglio 1875	250 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Romane	1° ottobre 1865	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Meridionali	1° luglio 1875	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Buoni Meridionali 6 per 100 (oro)	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	1° ottobre 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Anglo-Romana per l'ill. a Gas	1° gennaio 1875	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	545 —
Gas di Civitavecchia	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Pio Ostiense	—	430 —	430 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Industriale e Commerciale	—	250 —	175 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Italo-Germanica	—	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	— —	— —	— —
Marsiglia	90	106 30	106 —	— —
Lione	90	— —	— —	— —
Londra	90	26 90	26 85	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	— —
Oro, pezzi da 20 franchi	— —	21 50	21 48	— —
Sconto di Banca 5 0|0	— —	— —	— —	— —

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

2° sem. 1875: 78 82 1\|2 cont.

Cert. emiss. 1860-64 80 27, 20.

Prestito Blount 77 90.

Il Deputato di Borsa: O. SANSONI | Il Sindaco: A. PIERI.

INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI ROMA

AVVISO D'ASTA (N° 495)

per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, num. 3036, e 15 agosto 1867, numero 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 11 antim. del giorno 4 novembre 1875, nell'ufficio della R. Sottoprefettura in Civitavecchia, alla presenza d'uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti.

CONDIZIONI PRINCIPALI.

1. Gl'incanti si terranno per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.

2. Sarà ammesso a concorrere all'asta chi avrà depositato, a garanzia della sua offerta, il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto, nei modi determinati dalle condizioni del capitolato.

Il deposito potrà esser fatto sia in numerario o biglietti di Banca in ragione del 100 per 100, sia in titoli del Debito Pubblico al corso di Borsa a norma dell'ultimo listino pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* anteriormente al giorno del deposito, sia in obbligazioni ecclesiastiche al valore nominale.

3. Le offerte si faranno in aumento del prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte, delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.

4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10ª dell'infrascritto prospetto.

5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n. 3852.

6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.

7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare la somma sottoindicata nella col. 9ª in conto delle spese e tasse relative, salvo la successiva liquidazione.

Le spese di stampa staranno a carico dei deliberatari per i lotti loro rispettivamente aggiudicati; avvertendo che la spesa d'inserzione nella gazzetta provinciale è solamente obbligatoria per quei lotti il cui prezzo d'asta superi le L. 8000.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, non che gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 10 antimeridiane alle ore 4 pomeridiane nell'ufficio del Registro di Civitavecchia.

9. Non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo dell'aggiudicazione.

10. Le passività ipotecarie gravanti gli stabili rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

AVVERTENZA. — Si procederà ai termini degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di danaro, o con altri mezzi sì violenti, che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° d'ordine del presente	N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	DESCRIZIONE DEI BENI — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale	SUPERFICIE in antica misura locale	PREZZO di incanto	DEPOSITO per cauzione delle offerte	DEPOSITO per le spese e tasse	MINIMUM delle offerte in aumento sul prezzo di stima
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	4393	4770	Nel comune di Corneto Tarquinia — Provenienza dal Capitolo Cattedrale in Corneto Tarquinia — Terreno seminativo, in vocabolo Taccone di Sotto o Conicchio, confinante colla strada e col fiume Mignone, coi beni di Bruschi Falgari e con quelli di Guglielmini Felice, in mappa sez. XIII, nn. 22, 23, 79, con l'estimo di scudi 652 01. Gravato di canone. Affittato dall'Ente morale a Domenico Ramaccini	25 34 40	253 44	12660 19	1266 02	600	100

5353 Roma, addì 12 ottobre 1875. *L'Intendente*: CARIGNANI.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE DI FIRENZE

AVVISO D'ASTA.

Si avverte che nel giorno 3 novembre prossimo venturo, alle ore 10 antimeridiane (tempo medio di Roma) avrà luogo presso questa Direzione, via San Gallo, n. 22, piano 2°, avanti il signor direttore, un pubblico incanto, mediante partiti segreti, per la provvista di attrezzi da sezione panattieri qui appresso specificata, cioè:

N° d'ordine dei lotti	Descrizione degli oggetti	UNITÀ di misura	QUANTITÀ per ogni lotto	IMPORTO di ogni lotto	CAUZIONE per ogni lotto	Termini per la consegna
1°	Madie con coperchio	Numero	60	L. 8100	L. 650	La provvista dovrà per ciascun lotto essere compiuta nel termine di giorni cento, a decorrere dal giorno successivo a quello della data dell'avviso d'approvazione del contratto.
2°	Id.	»	60	» 8100	» 650	
3°	Id.	»	61	» 8235	» 660	
4°	Casse da lievito	»	181	» 5430	» 430	

Scaduti i fatali i deliberatari dovranno nei tre giorni successivi costituirsi per la stipulazione dei contratti.

È fatta facoltà di introdurre gli oggetti nel magazzino delle sussistenze militari di Firenze od in quelli di Milano, Torino, Genova o Napoli, e gli offerenti dovranno nelle loro schede dichiarare in quale dei detti magazzini intendono fare le consegne.

I relativi campioni sono visibili presso i magazzini delle sussistenze militari. I capitoli generali e parziali d'appalto, in base ai quali deve essere eseguita la provvista, sono visibili presso questa Direzione di Commissariato militare e quelle di Torino, Milano, Napoli e Genova.

Le offerte dovranno essere incondizionate, firmate, suggellate e redatte su carta bollata da lira una, sotto pena di nullità.

Onde essere ammessi all'asta dovranno gli accorrenti rimettere la ricevuta del deposito fatto in una delle Tesorerie dello Stato della somma come sopra stabilita a cauzione ed in ragione dei lotti pei quali presentano offerta; tali cauzioni dovranno essere in moneta corrente od in titoli del Debito Pubblico dello Stato, secondo il valore di Borsa del giorno precedente quello del fatto deposito.

Il deliberamento seguirà distintamente lotto per lotto a favore dei migliori offerenti tra coloro che avranno presentato offerte di ribasso sul prezzo prestabilito per cadun lotto di un tanto per cento maggiormente superiore o pari almeno al ribasso minimo che risulterà dalla relativa scheda del Ministero della Guerra che si troverà deposta sul tavolo, e sarà aperta solo quando saranno stati riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il tempo utile (fatali) per ulteriore ribasso, non inferiore al ventesimo, è stabilito in giorni quindici dal mezzodì del giorno del deliberamento.

Potranno essere inviate offerte a mezzo di tutte le Direzioni e Sezioni di Commissariato militare del Regno, consegnando ad un tempo le ricevute dei prescritti depositi di cauzione; ma di queste offerte non sarà tenuto conto alcuno laddove non pervengano ufficialmente a questa Direzione prima della apertura dell'asta.

La tassa di registro, non che le spese tutte ed i diritti relativi agli incanti ed alla stipulazione dei contratti saranno a carico dei deliberatari, secondo che prescrive il vigente regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

Firenze, 14 ottobre 1875.

Per detta Direzione di Commissariato Militare
Il Sottotenente Commissario: P. ALVINO.

5399

INTENDENZA DI FINANZA IN TERAMO

AVVISO D'ASTA.

Dovendosi provvedere all'appalto della riscossione dei dazi di consumo governativi nei comuni sottoindicati, si rende pubblicamente noto quanto segue:

1. L'appalto si fa per cinque anni dal 1° gennaio 1876 al 31 dicembre 1880.
2. L'appalto seguirà in due lotti.
3. Il canone annuo complessivo sarà:

a) Pel 1° lotto, composto del comune di Penne, chiuso e di 4ª classe, e dei 35 comuni aperti sottodescritti costituenti il circondario di Penne, di lire settantamila trecentoquaranta (L. 70,340).

b) Pel 2° lotto, composto del comune di Teramo, chiuso e di 3ª classe, e di 29 comuni aperti non abbuonati appartenenti al circondario di Teramo pure sottoindicati, di lire centodiciassettemila ottocentoventi (L. 117,820).

4. Gli incanti si fanno per mezzo di offerte segrete presso questa Intendenza nei modi stabiliti dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n° 5842, a termine ridotto per autorizzazione impartita dal Ministero, aprendo l'asta alle ore dodici meridiane del giorno 25 ottobre corrente.

5. Chiunque intenda concorrere all'appalto dovrà unire ad ogni scheda di offerta la prova di avere depositato a garanzia della medesima in una delle Tesorerie del Regno una somma eguale al dodicesimo del canone sulla base del quale vengono aperti gl'incanti, e così la somma di lire cinquemilaottocentosessantuna e centesimi sessantasei (L. 5861 66) pel primo lotto e di lire novemilaottocentodiciotto e centesimi trentatrè (L. 9818 33) pel secondo lotto.

6. L'offerente dovrà inoltre nella scheda indicare il domicilio da lui eletto nella città capoluogo della provincia.

Non si terrà alcun conto delle offerte fatte per persona da nominare.

7. Presso questa Intendenza di Finanza e presso la sottoprefettura di Penne saranno ostensibili i capitoli d'onere che devono formar legge del contratto di appalto.

8. La scheda contenente il minimo prezzo di aggiudicazione sarà dal Ministero spedita all'Intendenza di Finanza.

9. Facendosi luogo all'aggiudicazione si pubblicherà il corrispondente avviso, scadendo col giorno 5 novembre 1875, alle ore dodici meridiane, il periodo di tempo per le offerte del ventesimo, a termini dell'art. 98 del regolamento di Contabilità succitato.

Qualora vengano in tempo utile presentate offerte ammissibili, a termini dell'art. 99 del regolamento medesimo si pubblicherà l'avviso pel nuovo incanto da tenersi il giorno 17 novembre succitato, alle ore 12 meridiane, col metodo della estinzione delle candele.

10. Entro dodici giorni dalla data del definitivo deliberamento dell'appalto il deliberatario dovrà addivenire alla stipulazione del contratto, a norma dell'articolo 5 del capitolato d'oneri.

11. La definitiva approvazione dell'aggiudicazione è riservata al Ministero delle Finanze mediante decreto da registrarsi alla Corte dei conti, salvi gli effetti dell'art. 122 del precitato regolamento.

Il presente avviso sarà pubblicato in questa città, nei capoluoghi di circondario della provincia, nei comuni i cui dazi vengono appaltati, nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* ed in quella della provincia nella quale si fanno le inserzioni legali.

Elenco dei comuni da appaltarsi.

Comuni del circondario di Penne.

Lotto 1° — 1. Penne (chiuso e di 4ª classe) - 2. Alanno - 3. Bacucco - 4. Basciano - 5. Bisenti - 6. Brittoli - 7. Carpineto alla Nora - 8. Castel Castagna - 9. Castellammare Adriatico - 10. Castiglione a Casauria - 11. Castiglione M. Raimondo - 12. Catignano - 13. Cepagatti - 14. Cermignano - 15. Città S. Angelo - 16. Civitaquana - 17. Civitella Casanova - 18. Collecorvino - 19. Corvara - 20. Cugnoli - 21. Elice - 22. Farindola - 23. Loreto Aprutino - 24. Montebello di Bertona - 25. Montesilvano - 26. Moscufo - 27. Nocciano - 28. Penna S. Andrea - 29. Pescosansonesco - 30. Pianella - 31. Picciano - 32. Pietranico - 33. Rosciano - 34. Spoltore - 35. Torre de' Passeri - 36. Vicoli.

Canone annuo sul quale verrà aperta l'asta, L. 70,340.

Ammontare del deposito per essere ammesso all'asta, 5861 66.

Comuni del circondario di Teramo.

Lotto 2° — 1. Teramo (chiuso e di 3ª classe) - 2. Bellante - 3. Canzano - 4. Castellalto - 5. Castelli - 6. Castiglione della Valle - 7. Castilenti - 8. Cellino Attanasio - 9. Colonnella - 10. Controguerra - 11. Corropoli - 12. Cortino - 13. Crognaleto - 14 Fano Adriano - 15. Giulianova - 16. Isola del Gran Sasso - 17. Montepagano - 18. Montorio al Vomano - 19. Morrodoro - 20. Mosciano S. Angelo - 21. Mutignano - 22. Nereto - 23. Notaresco - 24 Pietracamela - 25. Rocca S. Maria - 26. Silvi - 27. Sant'Omero - 28. Torano Nuovo - 29. Tortoreto - 30. Tossicia.

Canone annuo sul quale verrà aperta l'asta, L. 117,820.

Ammontare del deposito per essere ammesso all'asta, L. 9818 33.

Dall'Intendenza di Finanza in Teramo, addì 12 ottobre 1875.

5402 *L'Intendente:* A. SIBILLA.

SOCIETÀ GENERALE PER LA ILLUMINAZIONE A GAS

In conformità alla deliberazione presa nell'assemblea generale degli azionisti del Gas di Perugia, in data 21 aprile, si prevengono gli antichi soci del Gas di Perugia Cassian Bon e C. ed i nuovi soscrittori che l'assemblea generale della Società Generale per la Illuminazione a Gas avrà luogo il 6 novembre prossimo, alle ore 3 pomeridiane, nelle sale della Camera di commercio, piazza Aracœli N. 11 a Roma.

Ordine del giorno:

1° Costituzione dell'ufficio; nomina di due scrutatori; scelta del presidente e del segretario.

2° Lettura del processo verbale dell'assemblea generale straordinaria della Società per la Illuminazione a Gas della città di Perugia.

3° Riconoscimento ed approvazione dei versamenti delle quote sociali e del valore delle proprietà dell'accomandita Cassian Bon e C.

4° Esame ed approvazione dello statuto della Società Generale per la Illuminazione a Gas.

5° Nomina del Consiglio d'amministrazione.

6° Sulla eventuale rappresentanza degli amministratori assenti.

5413 *Il Direttore Gerente:* CASSIAN BON.

CASSA CENTRALE DI RISPARMI E DEPOSITI DI FIRENZE

Settimana dal 3 al 9 ottobre 1875.

5323

	NUMERO dei versamenti	NUMERO dei ritiri	Versamenti Lire	Ritiri Lire
Risparmi	528	371	103,452 99	83,871 91
Depositi diversi	137	85	186,171 27	233,905 62
Casse affiliate di 1ª cl. in conto corr.	»	»	29,441 93	2,366 28
Casse affiliate di 2ª cl. idem	»	»	7,024 10	6,000 »
Associazione Italiana per erigere la facciata del Duomo di Firenze	»	»	»	»
Somme . .	. . . . .	. . . . .	326,090 29	331,143 81

4878

AVVISO.

(3ª *pubblicazione*)

Il tribunale di Nicosia,

Veduto il ricorso e i documenti;

Letta la scritta adesiva requisitoria del Pubblico Ministero;

Udita la relazione fatta dal signor presidente funzionante.

Omissis, ecc.;

Uniformemente alla scritta requisitoria del Pubblico Ministero,

Ordina alla Cassa dei depositi e dei prestiti presso la Direzione Generale del Debito Pubblico di pagare alle ricorrenti Teresa Messina e Francesca Romano, eredi, proprietaria l'una ed usufruttuaria l'altra del decesso Giuseppe Messina, le lire duecento depositate dalla Società costruttrice sicula di Catania, siccome risulta dalla corrispondente polizza di n. 32335, in data 6 maggio 1873 ed i relativi interessi a contare dal 10 maggio stesso.

Deliberato così nella camera del consiglio del tribunale civile di Nicosia dai signori Giuseppe Seriffignano giudice ff. da presidente per mancanza di titolare, Benedetto Ronsisvalle giudice, e Salvatore Riccioli pretore chiamato a supplire. — Addì 14 giugno 1875.

NOTA per tramutamento di rendita.

(1ª *pubblicazione*)

Con decreto del tribunale civile di Novara in data del nove corrente ottobre venne autorizzato il tramutamento del certificato nominativo di lire ottocento di rendita del consolidato cinque per cento in data 22 luglio 1870, numero 538020, in altrettanta rendita al portatore da consegnarsi al signor Alessandro del fu Giuseppe Panizzardi di Voghera nella sua qualità di erede universale testamentario del suo fratello Carlo.

Roma, addì 15 ottobre 1875.

5400 Dott. E. Rossi proc.

DICHIARAZIONE.

Mediante privata scrittura del giorno 1° novembre 1873, registrata il successivo giorno 4, veniva stabilita fra li signori Arcangelo Ciavela e Giuseppe Gioggi una Società per la conduzione delle tre tenute Castelmalnome e S. Cecilia, site fuori Porta S. Pancrazio, colla facoltà nel Gioggi di sciogliersi entro il termine di tre anni dalla Società quante volte i suoi interessi lo esigessero, e specialmente se nell'azienda vi fosse remissione. Verificatosi questo secondo caso i soci sono venuti nella determinazione di sciogliere la Società stessa, come fra loro amichevolmente si è fatto, ed il Gioggi dovrà ritirare tutti i capitali immessi essendo esso socio capitalista. Siccome tale contratto sociale venne denunciato al pubblico con articolo inserto in questa *Gazzetta Ufficiale* sotto il giorno 5 novembre suddetto, così col presente si porta a notizia di chiunque possa avervi interesse lo scioglimento della Società, non senza avvertire che i contratti pendenti già fatti dal Gioggi per l'andamento delle tenute vennero assunti dal Ciavela a tutto suo carico.

5414 Domenico Domeniconi proc.

Cassa di Risparmio in Roma.

(2ª **diffidazione**)

La signora Ernesta Cecinelli intestataria del libretto numero 6189, serie 8ª, avendo sotto il giorno 12 aprile 1875 diffidato la Cassa suddetta di non rimborsare ad altri i depositi contenuti nel detto libretto, asserendo di averlo smarrito; dopo avere inserito la prima diffidazione nella *Gazzetta Ufficiale* numero 88, essendo in oggi scorsi sei mesi dalla medesima, epoca fissata per presentare alla Cassa il libretto smarrito, si avverte che viene il medesimo rinnovato a favore della intestataria ed annullato il precedente.

Roma, li 16 ottobre 1875. 5419

MUNICIPIO DI BASSANO

Avviso di 2° esperimento d'Asta.

L'incanto a schede segrete, oggi tenutosi per lo

Appalto della riscossione dei dazi di consumo governativi coll'addizionale comunale del 50 0[0 e dei dazi comunali sulla birra in ragione di L. 3 all'ettolitro e sulle farine bianche, pane e paste per L. 2 al quintale, nel comune aperto di Bassano, pel quinquennio 1876-1880,

essendo rimasto deserto per difetto di concorrenti, si rende noto al pubblico che alle ore 12 del giorno di giovedì 28 andante sarà tentato un secondo esperimento a schede segrete per l'appalto medesimo, con avvertenza che si farà luogo all'aggiudicazione quand'anche non vi sia che un solo offerente. Si procederà all'asta colle eguali norme e sotto le condizioni di cui nell'avviso 29 settembre u. s., n° 3794, che qui si riportano, cioè:

1° I diritti e gli obblighi dell'Impresa sono determinati dalle disposizioni municipali ed annessi due legati, cioè *A* tariffa, *B* capitoli d'onere già deliberati dal Consiglio comunale e sempre ostensibili presso la segreteria municipale;

2° L'asta sarà pubblica; vi si procederà col sistema delle schede segrete nei modi stabiliti dal regolamento sulla Contabilità generale approvato col Reale decreto 4 settembre 1870, n. 5852; avrà luogo nell'ufficio municipale, e sarà presieduta dal sindaco o in sua assenza da chi sarà destinato a sostituirlo;

3° Non saranno ammesse all'asta persone che in altre imprese avessero mancato ai loro obblighi, o che l'Amministrazione municipale non ritenesse idonee a compiere gli obblighi inerenti a questo appalto;

4° Saranno ammesse anche le offerte per procura;

5° Delle offerte fatte per persona da nominare non si terrà verun conto;

6° Ogni concorrente all'asta dovrà garantire la propria offerta depositando L. it. 7500 in valuta legale o in titoli del Debito Pubblico valutati al corso della Borsa di Venezia del giorno antecedente a quello dell'asta;

7° L'offerente dovrà inoltre all'atto della sua prima offerta dichiarare il domicilio legale elettosi in questa città;

8° Il canone annuo complessivo a base d'asta è di L. 75,000;

9° I fatali, ossia il termine utile per presentare offerta di aumento non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione, ridotti a giorni 6, spireranno alle ore 12 merid. del 4 novembre p. v., se l'aggiudicazione avverrà nel giorno indetto pel nuovo esperimento come sopra. Ed in ogni caso verrà pubblicato il corrispondente avviso;

10° Qualora vengano in tempo utile presentate offerte ammessibili a termini dell'art. 99 del succitato regolamento, si pubblicherà l'avviso pel definitivo incanto da tenersi dieci giorni dopo l'espiro dei fatali, sempre col metodo delle schede segrete;

11° Terminata l'asta, tutti i depositi degli offerenti verranno loro restituiti, meno quello dell'aggiudicatario, il quale rimane vincolato a tutti gli effetti del ripetuto regolamento e dell'art. 3 dei capitoli d'onere;

12° Le spese tutte degli incanti e del contratto, bolli, copie, diritti di segreteria, tasse di registro, pubblicazione degli avvisi d'asta e loro inserzione nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* stanno a carico dell'appaltatore, il quale dovrà all'uopo depositare in mano del presidente all'asta lire 700, salvo resoconto.

Dal Palazzo Civico, Bassano, addì 14 ottobre 1875.

5417 *Il Segretario Municipale*: FABRIS.

SCIOGLIMENTO DI SOCIETÀ

In relazione alla sentenza emanata nel 3 maggio u. s. dall'eccellentissimo tribunale di commercio in Roma nella causa vertente fra Caterina Tua ed Angela Giubergia, colla quale fu deputato il ragioniere Torquato Mazzoli per le operazioni di stralcio e di liquidazione della Società Tua e Giubergia, il medesimo procedendo a tenore degli articoli 168, 169, 170 vigente Codice di commercio compì al proprio mandato, ed in seguito volendo fare constare da atto legale lo scioglimento della Società, le parti interessate comparirono avanti il notaio Alessandro Venuti notaro di collegio, e con suo istrumento 28 agosto ultimo, registrato a Roma il 17 settembre successivo, contro il pagamento di lire quattrocentonovantaquattro e centesimi quaranta (L. 494 40), al registro 25, n. 4406, atti pubblici, firmato pel ricevitore Derato, si dichiarò sciolta la Società Angela Giubergia e Caterina Tua commercianti in mode in Roma, via del Corso, n. 526.

Ciò si deduce a pubblica notizia per ogni effetto di legge.

Roma, 15 ottobre 1875.

Per Caterina Tua ed Angela Giubergia

5397 Rag. Torquato Mazzoli.

Bando in grado di sesto.

(2ª *pubblicazione*)

Il cancelliere del tribunale civile e correzionale di Frosinone reca a pubblica notizia che nel giorno 15 novembre 1875 alle ore 11 ant. avrà luogo nella sala delle udienze del suddetto tribunale la vendita degli stabili sotto descritti, esecutati ad istanza di Antonio Gauttieri di Roma, ed a carico di Zaccari Giuseppe, Michelangelo, Di Rocco Adelaide vedova Zaccari qual tutrice dei minori suoi figli Ermelinda e Giacinto Zaccari, e di Zaccari Vittorio e Paolo Ficca di Ferentino.

Descrizione degli stabili siti in territorio di Ferentino.

Lotto 1° — Casa nella contrada Terme Flavie, in mappa al n. 1054, confinante colla strada e De Cesaris.

Lotto 2° — Tre ambienti di bottega, alla via consolare, in mappa al n. 713, confinante la via a due lati, e Grazia Necci.

La vendita sarà aperta in base agli offerti prezzi e cioè il lotto 1° in lire 1341 82 ed il lotto 2° in lire 1200 84.

Frosinone dalla cancelleria del tribunale, li 11 ottobre 1875.

Pel cancelliere in congedo

5338 Carniti vicecanc.

INTENDENZA DI FINANZA DI PAVIA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n° 1, situata nel comune di S. Albano, assegnata per le leve al magazzino di Voghera, e del presunto reddito lordo di lire 300.

La rivendita sarà conferita a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, delle fedine penali (tribunale e pretura), dello stato economico e di famiglia, e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Pavia, addì 10 ottobre 1875.

5360 *Per l'Intendente*: TROLLI.

INTENDENZA DI FINANZA IN BASILICATA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n. 2, situata nel comune di Abriola, assegnata per le leve al magazzino di Potenza, e del presunto reddito lordo di L. 140.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Potenza, addì 10 ottobre 1875.

5406 *L'Intendente*: MAZARI.

INTENDENZA DI FINANZA IN PAVIA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n. 1, situata nel comune di Oliva Gessi, assegnata per le leve al magazzino di Broni, e del presunto reddito lordo di lire 216 60.

La rivendita sarà conferita a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, delle fedine penali (tribunale e pretura), dello stato economico e di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Pavia, addì 3 ottobre 1875.

5292 *L'Intendente*: CORTI.

Provincia di Roma — Circondario di Viterbo

COMUNE DI BARBARANO ROMANO

5330

Avviso.

Presso l'ufficio di questa segreteria comunale e per giorni 15 dalla data del presente avviso sono esposti gli atti tecnici relativi al progetto di costruzione della strada comunale obbligatoria, della lunghezza di chilometri 8 980 62, che dalla porta del paese del comune suddetto arriva alla provinciale Cassia Sutrina presso le quercie di Orlando.

S'invita chi vi ha interesse a prenderne conoscenza ed a presentare entro il detto termine le osservazioni e le eccezioni che avesse a muovere. Queste potranno essere fatte in iscritto od a voce ed accolte dal segretario comunale (o da chi per esso) in apposito verbale da sottoscriversi dall'esponente, o per esso da due testimoni.

Si avverte inoltre che il progetto in parola tien luogo di quello prescritto dagli articoli 3, 16, 23 della legge 20 marzo 1865 sulla espropriazione per causa di pubblica utilità.

Barbarano Romano, li 6 ottobre 1875.

Il Sindaco F. FERRACCI.

Il Reggente la Segreteria Treppiedi Camillo Segretario Comunale.

BANCO DI NAPOLI

CONTABILITÀ GENERALE

SITUAZIONE del 21 al 30 del mese di Settembre 1875

Capitale sociale o patrimoniale accertato utile alla tripla circolazione, L. 48,750,000.

ATTIVO.

Cassa e riserva			L. 73,321,371 84
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 50,884,071 79	
	id. id. maggiore di 3 mesi	„ 445,522 77	
	Cedole di rendita e cartelle estratte	„ 206,210 44	
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	„ 12,625,203 80	„ 64,161,008 80
	Cambiali in moneta metallica	„ „	
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	„ „	
Anticipazioni			„ 31,817,442 43
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca	L. 7,842,880 15	
	Id. id. per conto della massa di rispetto	„ „	„ 8,412,512 94
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza	„ „	
	Effetti ricevuti all'incasso	„ 569,632 79	
Crediti			„ 32,225,240 39
Sofferenze			„ 3,808,128 69
Depositi			„ 15,763,212 14
Partite varie			„ 11,424,425 97
	Totale		L. 240,933,343 20
	Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso		„ 3,859,324 27
	Totale generale		L. 244,792,667 47

PASSIVO.

Capitale	L. 35,852,237 02
Massa di rispetto	„ 1,779,905 12
Circolazione biglietti Banca, fedi di credito al nome del Cassiere, boni di cassa	„ 122,089,915 50
Conti correnti ed altri debiti a vista (*)	„ 42,791,223 13
Conti correnti ed altri debiti a scadenza	„ 7,730,531 12
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro	„ 15,763,212 14
Partite varie	„ 13,274,345 46
Totale	L. 239,281,369 49
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso	„ 5,511,297 98
Totale generale	L. 244,792,667 47

Distinta della Cassa e Riserva.

Oro e argento	L. 21,210,550 50
Bronzo	„ 32,780 34
Biglietti consorziali	„ 49,149,559 „
Biglietti d'altri Istituti d'emissione	„ 2,928,482 „
Totale	L. 73,321,371 84

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese, per cento e ad anno.

Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	L.	5
Sulle cambiali pagabili in metallo	„	„
Sulle anticipazioni di titoli o valori	„	6
Sulle anticipazioni di sete	„	„
Sulle anticipazioni di altri generi	„	4, 6
Sui conti correnti passivi	„	2, 4

Biglietti, Fedi di credito al nome del Cassiere, Boni di cassa in circolazione.

Valore	Numero	Somma
da L. 50	336,000	L. 16,800,000 „
da L. 100	371,742	„ 37,174,200 „
da L. 500	50,762	„ 25,381,000 „
da L. 1000	17,684	„ 17,684,000 „
	Totale	L. 97,039,200 „

Biglietti, ecc., di tagli da levarsi di corso.

Da cent. 0,50	N. 513,923	L. 256,961 50
Lira 1	„ 2,258,598	„ 2,258,598 „
„ 2	„ 905	„ 1,810 „
„ 5	„ 2,276,927	„ 11,384,635 „
„ 10	„ 330,422	„ 3,304,220 „
„ 20	„ 298,468	„ 5,969,360 „
„ 250	„ 7,462	„ 1,865,500 „
	Fedi a Cassiere A/F	L. 9,631 „
		L. 122,089,915 50

Il rapporto fra il capitale L. 48,750,000 00 e la circolazione . . . L. 122,089,915 50 è di uno a 2 50

Il rapporto fra la riserva L. 70,392,889 84 { la circolazione L. 122,089,915 50 e gli altri debiti a vista „ 42,791,223 13 } L. 164,881,138 63 è di uno a 2 34

Prezzo corrente delle azioni	L.	„
Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale versato	„	„

(*) Vi sono comprese le fedi di credito in nome di terzi, le polizze e lo stralcio per la somma di L. 31,268,519 16.

Visto
IL DIRETTORE GENERALE
G. COLONNA.

Per copia conforme
Il Segretario Generale
G. Marino.

Il Ragioniere Generale
R. Puzziello.

5412

ESTRATTO DI ATTO SOCIALE.

Con privata scrittura in data Milano 18 settembre 1875, autenticata nelle firme dal notaio di Milano dott. Francesco Valcamonica, registrata in Milano il 23 stesso mese di settembre, vol. 178, foglio 41, n. 21835, col pagamento di L. 78, la Società in nome collettivo, con sede in Napoli, costituita fra il signor Leopoldo Baruch fu Erminio, domiciliato in Milano, ed il sig. Edoardo Baruch fu Simone, domiciliato in Napoli, sotto la ragione sociale "Cugini Baruch „, a risultanza della privata scrittura in data Milano 7 settembre 1871 autenticata nelle firme dal notaio di Milano dott. Giambattista Bolgeri (registrata in Milano il 14 stesso mese di settembre al vol. 134, foglio 113, numero 16496, atti privati, col pagamento di lire 28 80, ed il 19 pure di settembre 1871 al n. 25, art. 459, colla tassa suppletiva di lire 21 60), ha stabilito un'altra sede filiale in Roma.

La Società ha per oggetto il commercio al dettaglio di chincaglieria in genere ed in ispecie di oggetti lavorati in pelle e manifatture simili, e nella sede in Roma anche di oggetti di schiuma di mare e d'ambra.

La sede in Roma incomincerà il suo esercizio col giorno 1° ottobre corrente anno milleottocentosettantacinque.

La durata della Società è di anno in anno, intendendosi che l'anno in corso anche per la sede in Roma abbia termine col 31 agosto 1876, e con patto che qualora sei mesi prima di detto giorno 31 agosto 1876 non venga data dall'uno o dall'altro dei soci monizione o diffida giudiziale o stragiudiziale per la cessazione della Società il contratto si intende tacitamente prorogato per un altro anno, e così via di seguito di anno in anno scadibile al 31 agosto di ogni anno, finchè segua la prevenuta diffida o preavviso da parte d'uno o dell'altro dei soci.

Ambidue i soci sono autorizzati a reggere, amministrare e firmare in nome della Società.

È vietato a cadauno dei soci di emettere od accettare lettere di cambio, biglietti all'ordine ed altre simili carte d'obbligo girabili, sotto il nome della ditta sociale "Cugini Baruch, „ e di fare qualsiasi contratto di Borsa in effetti di pubblico credito od industriali.

Lo che viene pubblicato a sensi e per gli effetti dell'articolo 161 Codice di commercio.

Leopoldo Baruch.
Edoardo Baruch.

5071

ESTRATTO DI DECRETO.

(3ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile d'Ivrea con decreto 14 settembre 1875 autorizzò la Direzione Generale del Debito Pubblico italiano ad operare il tramutamento della cartella 6 agosto 1862, avente i numeri 29237 e 424537, intestata a Boch Giuseppa nata Clerici fu Bernardo, della rendita di lire trecentosessanta annue, in altra od altre al portatore stesso consolidato cinque per cento, da rimettersi al successore della suddetta Boch Giuseppa, cioè al signor Boch Giuseppe fu Giuseppe, residente a Caluso, e per esso al suo procuratore speciale il signor Vitale Rafael fu Jacob d'Ivrea, dichiarando la suddetta Amministrazione sufficientemente scaricata mediante regolare quitanza dello stesso signor Vitale.

Ivrea, 18 settembre 1875.

4943 Girelli proc. coll.

CAMERANO NATALE, *Gerente*.

ROMA — Tip. Eredi Botta.